

<https://www.divergences.be/spip.php?article1346>



Répression sanglante dans l'Amazonie péruvienne

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - Juin 2009 No. 15 - Français - international - Pérou -

Publication date: lundi 8 juin 2009

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Le 15 mai, Alberto Pizango, président de l'AIDESP (Association interethnique de développement de la forêt péruvienne) regroupant 1350 communautés, 65 groupes ethniques, 600 000 personnes, déclare que les communautés indiennes se déclarent en *état d'insurrection* face aux projets miniers ou pétroliers dans le Nord-Est du Pérou : *Cet état d'insurrection signifie que nos lois ancestrales ont désormais force de loi et que nous considérons comme une agression l'entrée d'une quelconque force sur nos territoires. La solution passe par une abrogation des décrets qui assouplissent le cadre de l'exploitation minière, pétrolière, forestière ou de l'eau, par des entreprises multinationales sur des terres que les indigènes considèrent comme ancestrales.*

Le 4 juin, Alberto Pizango appelle à faire du 11 juin une journée de mobilisation générale des populations autochtones pour protester contre le report de la discussion au Congrès sur l'abrogation des décrets encourageant les entreprises étrangères à investir dans les zones habitées par les autochtones.

Le 5 juin, à 5 heures du matin, par terre et par air avec des hélicoptères, en utilisant des gaz lacrimogènes et des balles réelles, l'armée et la police dégagent la route « La cuerva del diablo » occupée par les autochtones. Les désordres se sont étendus à la ville de Bagua, où les manifestants ont mis le feu à tous les locaux officiels qu'ils rencontraient. Les blessés sont très nombreux, les hopitaux sont débordés, et on dénombre près de 40 morts (25 amérindiens, 9 policiers, 2 journalistes). Les corps des amérindiens tués sont brûlés par les policiers de la DIROES (Direction des opérations spéciales) et jetés dans la rivière Marañon.

Après une première manifestation vendredi soir dans les rues de Lima, de Arequipa, et d'autres villes, les différents secteurs sociaux, associatifs, politiques se mobilisent.

Comme l'avait déjà annoncé Alberto Pizango (en fuite et recherché par la police), un ensemble d'organisations sociales et politiques dont la CGTP ont annoncé que le 11 juin serait une journée de mobilisation générale dans le pays pour exiger l'abrogation des décrets pris par le gouvernement.

Communiqué de la CNR (Coordination nationale de 80 radios) 6 juin 2009 (extraits)

Le Pérou vit des heures tragiques depuis hier 5 juin à l'aube. Des dizaines de péruviens ont perdu la vie ces dernières heures, résultat des affrontements qui ont répondu à la violente opération, menée par les forces conjuguées de la police et de l'armée, pour dégager la route au « Tournant du diable », près de Bagua, province d'Amazonias.

Pendant des siècles les intérêts privés, étrangers et nationaux, ont primé sur les droits et les libertés des habitants d'origine de l'Amazonie. Aujourd'hui la spoliation et le mépris envers nos communautés continuent.

Le gouvernement d'Alan García, élu en 2006 pour changer de modèle économique, a trahi la volonté populaire en accentuant les politiques néolibérales et en violant la Constitution et les accords internationaux. En juin 2008, le Congrès, dans le cadre des accords TLC (Traité de libre commerce) avec les Etats-Unis, le gouvernement a promulgué un ensemble de décrets s'attaquant aux droits des communautés indigènes de l'Amazonie. Le conflit s'est encore aggravé ces deux derniers mois, car le gouvernement a mené diverses manœuvres dilatoires en essayant de briser l'unité des organisations amazoniennes et en ajournant les débats au Congrès, après l'avis de la Commission de la Constitution, favorable à l'abrogation des décrets. La dernière mesure est la violente intervention à Bagua, entraînant une tragédie encore en cours.

Coordination générale CAOI (Coordination andine des organisations indigènes) Lima 5 juin

Le gouvernement apriste d'Alan García Pérez a déclenché ce matin une répression sanglante dans l'Amazonie péruvienne. Une fois de plus, on cherche à imposer la mort sur la vie, le massacre sur le dialogue. C'est la réponse dictatoriale après 56 jours de lutte pacifique des autochtones et de pseudo dialogues et négociations, qui se termine par les balles de toujours, les mêmes depuis plus de 500 années d'oppression. Aujourd'hui plus que jamais, il est urgent de mettre en oeuvre les accords de la quatrième rencontre continentale des peuples et nationalités indigènes de l'Abya Yala (qui s'est déroulée à Puno, au Pérou, du 27 au 31 mai) et de rendre effective notre solidarité avec les peuples de l'Amazonie péruvienne, par des rassemblement devant les ambassades du Pérou, dans chaque pays, chaque jour, jusqu'à ce que s'arrête le bain de sang et que soient abrogés les décrets-lois du TLC avec les États-Unis. Et poursuivre en justice Alan García Pérez et son gouvernement, pour sa soumission et la répression qu'il a déclenchée. Cela s'est produit quelques heures après que le Congrès de la République, dans un acte de pure provocation, a décidé de reporter une fois de plus l'examen de l'abrogation des décrets-lois pro-TLC qui facilitent l'invasion des territoires indigènes, pendant que l'exécutif envoyait en grand nombre de nouveaux contingents de la police en Amazonie. Nous appelons les organisations autochtones, les mouvements sociaux et les organisations des droits humains dans le monde entier à prendre des mesures concrètes : envois de lettres au gouvernement péruvien, au Rapporteur spécial de l'Organisation des Nations unies pour les peuples autochtones, à Amnesty International, à Survival International, au Prix Nobel de la paix, à la Commission interaméricaine des droits de l'homme, à l'Organisation internationale du travail (convention OIT 169), pour qu'ils envoient immédiatement des missions au Pérou, afin de mettre fin à cette violence et que soit respecté les droits des autochtones. Les Nations unies doivent agir fermement, en se joignant à la demande soulevée par la présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones, Victoria Tauli, de lever l'état d'urgence, de ne pas utiliser la répression et de respecter les règles internationales garantissant l'exercice des droits des autochtones. Assez de répression ! Abrogation immédiate des décrets-lois anti-autochtones du TLC !

Solidarité internationale anarchiste

Les anarchistes péruviens de l'Unión Socialista Libertaria appellent à *la solidarité internationale avec les peuples originaires et amazoniens du Pérou dans leur lutte en défense de leurs terres et culture ancestrale. Celle-ci est atteinte et menacée par le gouvernement péruvien en alliance avec l'impérialisme, les multinationales et la droite (principalement l'APRA, l'Union nationales et le fujimorisme), à travers des décrets législatifs inconstitutionnels et violateurs, dans le cadre de la signature du Traité de libre commerce avec les Etats-Unis.*

Ils appellent leurs camarades à cosigner cet appel et à le relayer dans tous les espaces de diffusion possible *listes e-mail, journaux, revues, bulletins, communiqués, affiches, forum, action publiques, culturelles, politiques... Pour cela, nous appelons les camarades libertaires à organiser, en relation avec d'autres secteurs proches et en lutte, des mobilisations et des rassemblements devant les ambassades du Pérou dans chaque pays, pour dénoncer les actions de l'Etat et des multinationales dans notre pays.*

Nous en appelons à la solidarité qui nous caractérise comme révolutionnaires libertaires pour faire cause commune, pour nos frères amérindiens et pour leur faire savoir qu'ils ne sont pas seuls, que leurs luttes sont les nôtres, jusqu'à parvenir à la véritable société de pleine liberté, autonomie, progrès humain, sans exploités ni exploités.

Premiers signataires : Unión Socialista Libertaria (Lima - Perú), Red Libertaria Popular Mateo Kramer (Colombia), Journal Barrikada (Uruguay), Convergencia Anarquista Específica (Chile), Corriente Acción Libertaria (Chile)